

Asie centrale et Caucase

Après que les pays d'Asie centrale et du Caucase ont acquis leur indépendance à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la communauté internationale les a aidés à mettre en place des économies de marché. Cependant, les disparités de développement économique se sont creusées dans la région en fonction notamment des ressources naturelles respectives des pays. De plus, la proximité de pays instables

tels que l'Afghanistan et le Pakistan rend le développement et la stabilité de la région nécessaires pour garantir la paix et le développement économique dans la communauté internationale. Les activités de coopération de la JICA dans la région se concentrent sur des initiatives qui contribuent à l'amélioration des installations électriques et des infrastructures de transport et au développement du secteur privé.

Principales stratégies d'aide

Améliorer la coopération intra-régionale pour garantir un développement stable

Située au cœur de l'Eurasie, la région Asie centrale et Caucase comprend cinq pays d'Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, qui s'étendent à l'est de la mer Caspienne, et leurs trois voisins de la rive occidentale de cette mer : l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Contribution à l'amélioration des installations électriques et des infrastructures de transport

La région connaît de nombreuses difficultés, qui doivent être résolues par le biais d'une coopération intra-régionale : conflits, terrorisme, trafic de stupéfiants, transport, utilisation rationnelle de l'eau et des ressources énergétiques, développement du commerce et des investissements et protection de l'environnement.

S'appuyant sur l'initiative « Dialogue Asie centrale plus Japon » lancée en 2004 pour promouvoir la communication entre le Japon et les pays d'Asie centrale, la JICA contribue au développement

des installations électriques et des infrastructures de transport en respectant le cadre de coopération régionale qui inclut le programme CAREC de coopération économique régionale en Asie centrale.

Aide au développement du secteur privé

Depuis leur indépendance, les pays d'Asie centrale et du Caucase ont entrepris des réformes économiques pour établir un développement économique durable reposant sur une économie de marché. Afin d'encourager les réformes économiques dans chacun de ces pays, la JICA participe au développement du secteur privé dans des domaines comme le renforcement des ressources humaines du secteur privé au titre d'une aide pour le développement législatif et en s'appuyant sur le Centre Japon pour le développement humain.

Programmes de la JICA en Asie centrale et dans le Caucase (Exercice 2010)



Vers un développement économique équilibré par le biais d'une coopération intra-régionale

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

Kazakhstan

Le Kazakhstan possède d'abondantes ressources énergétiques et minières, notamment les secondes réserves mondiales d'uranium, ce qui a attiré une attention importante au cours des dernières années.

Son gouvernement est conscient que la diversification de l'industrie est nécessaire pour garantir une croissance économique soutenue à l'avenir et la JICA participe à cet effort, principalement dans le domaine du renforcement des ressources humaines, par le biais du Centre Japon pour le développement humain, et dans celui des infrastructures économiques, qui sont les fondements de l'industrie. Par ailleurs, le Kazakhstan souhaite mener un projet commun portant sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables reposant sur des mécanismes reconnus par le protocole de Kyoto, un projet que la JICA prévoit de soutenir en tant qu'initiative contre le changement climatique.

Kirghizstan

Le Kirghizstan, qui possède moins de ressources naturelles et d'industries dominantes que les autres pays de la région, a longtemps été exposé à une concurrence internationale intense liée à la rapide libéralisation. Aussi le pays accuse-t-il un fort taux de pauvreté lié à un développement instable. De plus, les changements politiques d'avril 2010, suivis de troubles dans deux provinces méridionales en juin de la même année ont donné lieu à des dissensions économiques dans le pays.

La JICA a fixé comme objectif de promouvoir la réduction de la pauvreté par une croissance économique reposant sur la transition vers une économie de marché. La JICA encourage une coopération intra-régionale dans les domaines prioritaires reposant sur : 1) le développement d'une base solide pour la croissance économique, notamment d'infrastructures de transport ; 2) une aide aux services sociaux ; 3) l'initiative « Dialogue Asie centrale plus Japon ».

Tadjikistan

Le Tadjikistan se trouve sur la bordure sud de l'Asie centrale. La guerre civile qui déchirait le pays s'est terminée avec la signature d'un accord de paix en 1997 et depuis des politiques de stabilité macroéconomique et des réformes structurelles ont été entreprises.

En avril 2009, le gouvernement japonais a mis au point le programme pays pour le Tadjikistan, qui définit quatre domaines prioritaires pour l'aide : développement rural et industriel, transport (construction, maintenance et gestion des routes), contrôle des frontières et mise en place des services sociaux élémentaires. La JICA apporte ainsi sa contribution technique à un projet d'amélioration des services de développement agricole par le biais d'un renforcement des organisations agraires. Elle apporte également une aide sous forme de dons pour développer le réseau routier et améliorer l'approvisionnement en eau dans les régions frontalières de l'Afghanistan.



Les élèves de quatrième année d'école primaire visitent le Centre Japon pour le développement humain en Ouzbékistan.

Turkménistan

Le Turkménistan possède des réserves de gaz naturel parmi les plus importantes du monde. Ces immenses quantités de gaz naturel constituent le moteur de l'industrie nationale. La production de pétrole et de coton brut comptent parmi les autres secteurs clés du pays. En 1995, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu le statut de pays neutre permanent du Turkménistan et depuis les changements à la tête du pays en février 2007, le gouvernement a pris des mesures pour renforcer les relations avec l'Europe et les pays limitrophes. Aujourd'hui, les choix du Turkménistan ont une influence importante sur la stratégie de construction de gazoducs en Eurasie, comme l'illustre l'ouverture en décembre 2009 d'un gazoduc à destination de la Chine.

Les initiatives japonaises de coopération avec le Turkménistan s'articulent autour de prêts d'APD pour le secteur ferroviaire et de formations visant à partager l'expérience japonaise avec les employés gouvernementaux.

Ouzbékistan

Pendant de nombreuses années, l'Ouzbékistan a connu une croissance économique soutenue grâce aux exportations de ses ressources souterraines, notamment le gaz naturel et l'or. Cependant, pour maintenir ce taux de croissance économique à l'avenir, certaines évolutions sont nécessaires, notamment une amélioration de l'environnement des affaires et de l'investissement, la modernisation de l'agriculture et la mise à niveau des infrastructures économiques. En septembre 2006, le Japon a établi le programme pays pour l'Ouzbékistan, qui définit quatre domaines prioritaires pour l'aide : aide au renforcement des ressources humaines et à l'instauration d'institutions facilitant l'apparition d'une économie de marché et le développement économique et industriel, aide à la restructuration du secteur social, rénovation et perfectionnement des infrastructures économiques, promotion de la coopération intra-régionale.

La JICA a ouvert un Centre Japon pour le développement humain en Ouzbékistan en 2000 pour encourager la mise en place d'une économie de marché dans le pays et améliorer la compréhension mutuelle entre les deux nations. Outre des initiatives de formation commerciale, d'enseignement de la langue japonaise et de

promotion de la compréhension mutuelle, la JICA apporte son aide dans différents champs, notamment le développement législatif, la construction de centrales électriques et le développement du réseau ferroviaire [→ voir l'étude de cas, page 47].

■ Arménie

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'Arménie a fait preuve d'initiative dans les processus de démocratisation et de transition vers l'économie de marché. L'aide du Japon à l'Arménie est principalement centrée sur le développement des infrastructures favorisant la construction du pays, le renouvellement d'infrastructures économiques vieillissantes et la prévention de la dégradation de l'environnement.

La JICA a accordé des prêts d'APD au projet de transmission et de distribution de l'électricité et au projet de centrale de cogénération électrique à cycle combiné à Erevan, qui sont des priorités de l'aide au secteur énergétique [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

■ Azerbaïdjan

Le développement régulier des activités d'extraction du pétrole en mer Caspienne a assuré à l'Azerbaïdjan une croissance économique rapide. Toutefois, il devient urgent de rénover les infrastructures délabrées du pays et de développer les secteurs non pétroliers afin d'instaurer un développement économique durable à l'avenir.

Le gouvernement japonais s'est concentré sur trois domaines prioritaires dans son aide au développement du pays :

les infrastructures économiques, le secteur social et le renforcement des ressources humaines. La JICA contribue au projet de centrale électrique à gaz à cycle combiné de Shimal (seconde unité) et au projet d'approvisionnement en eau et d'égouts dans les villes de province par le biais de prêts d'APD. Elle apporte aussi son aide dans les domaines de la gestion administrative et du développement des zones agricoles.

■ Géorgie

Pauvre en ressources naturelles, la Géorgie a une économie dépendante de l'élevage et de l'agriculture. Dans ses efforts de lutte contre la pauvreté par le développement économique, le pays fait face à des défis de taille : développer la production nationale ainsi que les petites et moyennes entreprises mais aussi améliorer l'enseignement, la santé et les services publics, dont la qualité décline du fait du délabrement des infrastructures.

En raison du conflit armé avec la Russie mi 2008, la Géorgie doit réhabiliter ses infrastructures de toute urgence pour assurer le développement futur de l'économie. En octobre 2008, lors de la conférence des bailleurs de fonds pour la Géorgie, le Japon a annoncé qu'il lui consacrerait 200 millions USD, en conséquence de quoi la JICA a signé des accords de prêts d'APD pour le projet de réfection de l'autoroute est-ouest qui est un élément important du réseau de transport international entre l'Europe et l'Asie. Ce projet contribuera au développement économique de la Géorgie et à la reconstruction nécessaire après le conflit.

Étude de cas Arménie Projet de centrale de cogénération électrique à cycle combiné à Erevan

Contribuer à l'approvisionnement stable en électricité ainsi qu'à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Erevan, la capitale arménienne, souffre d'une concentration excessive de population, d'activité économique et d'industrie et risquait de connaître des pénuries d'électricité. Le problème a été résolu par la construction, financée par des prêts d'APD, de la centrale de cogénération électrique à cycle combiné d'Erevan. La centrale est entrée en fonctionnement en avril 2010 et sa production constante d'électricité permet de soutenir le développement économique du pays. En parallèle, cette centrale électrique économe en énergie contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Une centrale électrique économe en énergie prévient les coupures de courant dans la capitale

Construites pour la plupart dans les années 1960 et 1970, les centrales électriques arméniennes étaient vétustes et voyaient leur capacité de production décliner. Or, dans le même

temps, avec le développement économique, la demande en électricité croissait. Ainsi, en 2004, la demande quotidienne maximale était de 1 177 MW et la capacité de production de seulement 1 266 MW. On estimait alors que les pics dans la demande quotidienne atteindraient jusqu'à 1 430 MW en 2010. Il devenait donc urgent d'accroître la capacité de production électrique.

La centrale récemment construite repose sur un système de cogénération consommant du gaz naturel et présentant une forte efficacité énergétique. Par ailleurs, la chaleur produite pendant la génération d'électricité et l'eau de refroidissement sont utilisées pour le refroidissement, le chauffage et l'approvisionnement en eau chaude des environs. La centrale contribue ainsi à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Pour l'Arménie, c'était

en outre un premier pas dans la conversion des centrales électriques peu productives de l'ère soviétique en centrales modernes à haute efficacité. Ce système ayant été introduit récemment, la JICA a participé au transfert de technologie par le biais de formations et à l'amélioration des modes d'exploitation, de maintenance et de gestion.



La centrale de cogénération électrique à cycle combiné d'Erevan une fois la construction achevée

Contribution à l'accélération des contrôles douaniers et à la prévention des flux de biens illégaux

L'Ouzbékistan se trouve au cœur de l'Asie centrale et occupe à ce titre une place importante sur les routes commerciales utilisées par les pays limitrophes. Or, il semble probable que des stupéfiants, des armes et d'autres biens illégaux en provenance d'Afghanistan transitent par le pays. Il est donc essentiel de renforcer l'efficacité des points de contrôle aux frontières ouzbèkes afin d'accroître l'efficacité de la distribution physique des biens en Asie centrale et de garantir la stabilité sociale.

C'est pourquoi l'Ouzbékistan prévoit d'équiper de systèmes à rayons X à grande échelle ses 16 principaux postes frontières. La JICA lui apporte une aide sous forme de dons pour moderniser les équipements de trois points de contrôle où l'urgence est particulièrement forte.



Appareil à rayons X à grande échelle monté sur véhicule et utilisé pour les cargaisons (poste-frontière d'Oybek)

Réduction nette de la durée des contrôles de douane

L'aide de la JICA concerne le complexe douanier d'Ayritom (à la frontière afghane), le point de contrôle ferroviaire de Galaba et le poste-frontière d'Oybek (près du Tadjikistan). Chacun de ces points de contrôle a obtenu de bons résultats en matière de découverte de biens illégaux, notamment de stupéfiants et d'armes.

La première étape du projet, en mars 2011, a consisté en la livraison d'un appareil à rayons X à grande échelle monté sur un véhicule au complexe douanier d'Ayritom et au poste-frontière d'Oybek.

Il s'agissait des premiers appareils à rayons X utilisés par les douaniers qui contrôlaient auparavant les cargaisons de visu après les avoir déballées. À la livraison de ces appareils, la JICA a également assuré la formation technique nécessaire au centre de formation des douanes de Tachkent, au complexe douanier d'Ayritom et au poste-frontière d'Oybek. Les personnels des douanes ont suivi cette formation avec la plus grande attention pour apprendre à utiliser les équipements et à analyser les images obtenues grâce aux rayons X.

Auparavant, la procédure de contrôles de douane d'un chargement nécessitait trois à cinq heures, ce qui causait des embouteillages de

camions. Bien utilisés, ces nouveaux équipements à rayons X permettent de réduire ce temps à environ 20 à 30 minutes.

Par ailleurs, en renforçant sa capacité à découvrir et contrôler l'importation et l'exportation de biens illégaux comme les armes lourdes et les stupéfiants, l'Ouzbékistan contribue non seulement à sa propre stabilité sociale mais aussi à celle de l'Asie centrale dans son ensemble.



Une formation technique a été assurée sur l'utilisation des équipements et l'analyse des images (complexe douanier d'Ayritom).

Aide à destination des points de contrôles douaniers ferroviaires

La prochaine étape sera l'installation d'un appareil à rayons X à grande échelle pour contrôler les cargaisons au point de contrôle ferroviaire de Galaba. Comme dans la première étape du projet, cette installation s'accompagnera d'une assistance technique dans l'élaboration du système de contrôle, l'utilisation des appareils fournis et l'amélioration des technologies d'analyse de l'image.

Ce nouvel appareil de contrôle devrait réduire la durée des contrôles douaniers, qui nécessitent actuellement près d'une heure et demie par véhicule, à environ 15 minutes. Grâce à l'effet de synergie que crée la voie ferrée construite entre Tashguzar et Kumkurgan, cette avancée devrait permettre l'augmentation de la capacité de transport de biens à destination de l'Afghanistan.

Vu par notre partenaire

Zohid Dusanov

Président du Comité national des douanes

Les appareils de contrôle à rayons X à large échelle pour l'inspection des cargaisons sont très coûteux mais ils sont extrêmement utiles pour le Comité national des douanes qui s'efforce d'améliorer le système d'inspection au point de contrôle. Afin d'assurer le succès de ce projet, nous nous étions préparés en collaboration avec les agences et les ministères concernés du pays.

Les fonctionnaires des deux points de contrôle sont reconnaissants pour les deux véhicules équipés d'appareil à rayons X fournis récemment, qu'ils attendaient avec impatience. En tant que responsable national des douanes, je garantis que cet équipement sera utilisé à bon escient. Je suis convaincu que ces appareils permettront à terme une augmentation de l'efficacité et de la rapidité du travail d'inspection aux postes frontières.